

RÉFORME DES ÉCONOMIES ARABES

Nécessité d'une nouvelle approche



La méfiance à l'égard du gouvernement est élevée. 84% pensent qu'il y a de la corruption dans les institutions publiques et seulement 41% pensent que le gouvernement s'attaque au problème.

Dans une analyse sur les réformes économiques dans les pays arabes, publiée hier, l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la zone Mena, Rabah Arezki, explique que les événements déclencheurs des manifestations à travers le monde arabe varient d'un pays à l'autre, de même que leur intensité, mais la cause fondamentale commune à tous ces événements est la méfiance généralisée à l'égard du gouvernement.

Rabah Arezki souligne que "les aspirations croissantes d'une population arabe très instruite et jeune contrastent avec la mauvaise performance des gouvernements à moderniser leurs économies et à créer des emplois". Selon lui, l'incapacité des gouvernements arabes à fournir des services publics de qualité et abordables, associée à la perception de la corruption officielle qui permet à un secteur privé une certaine complicité, exacerbe la méfiance des citoyens. Il ajoute également que les médias sociaux amplifient le mécontentement.

En effet, la technologie permet aux citoyens de réagir rapidement au faux pas de gouvernements et peut facilement répandre des sentiments antigouvernementaux. Selon le baromètre arabe,

seulement 26% de la population interrogée trouvent la situation économique favorable et 37% pensent qu'elle s'améliorera bientôt. La méfiance à l'égard du gouvernement est élevée. 84% pensent qu'il y a de la corruption dans les institutions publiques et seulement 41% pensent que le gouvernement s'attaque au problème. L'économiste en chef de la Banque mondiale indique qu'après le ralentissement régional de la croissance qui a suivi le début du printemps arabe, les autorités en 2011 se sont principalement concentrées sur les efforts de stabilisation macroéconomique qui avaient été retardés jusqu'à ce qu'ils deviennent inévitables.

Ces politiques, qui comprenaient des réductions des subventions à la consommation et une augmentation des impôts, étaient profondément impopulaires et érodaient le pouvoir d'achat de la classe moyenne. L'urgence justifie souvent la concentration sur des actions spécifiques qui masquent leurs effets plus larges, ajoute Rabah Arezki. Compte tenu de la méfiance qui règne actuellement à l'égard des gouvernements arabes, l'analyse de l'économiste en chef de la BM plaide pour une approche différente de la réforme.

Les principales priorités devraient être d'éliminer la corruption par une transparence radicale au sein du gouvernement et de réduire les subventions implicites dont bénéficient les producteurs - par opposition aux consommateurs pauvres —, y compris les services publics et les copains de l'État. Les subventions universelles devant être réformées rapidement, il convient, selon l'analyse, que le gouvernement améliore d'abord ses performances et encourage la concurrence dans les secteurs-clés dont dépendent les citoyens. De telles réformes amélioreraient la qualité des services, ce qui permettrait de justifier plus facilement auprès des consommateurs les tarifs plus élevés qui résulteraient de la réduction des subventions.

Par ailleurs, la transparence et la divulgation des données sont essentielles pour réformer le secteur public et créer des mécanismes de responsabilisation pour limiter la corruption.

Saïd Smati